



---

## Programme concerté pluri-acteurs Congo

Depuis 2008, des organisations de la société civile (OSC) congolaises et françaises travaillent ensemble au sein du Programme concerté pluri-acteurs (PCPA Congo). Ce programme vise à renforcer les OSC congolaises pour leur permettre de participer à l'élaboration et au suivi des politiques publiques dédiées à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Il est soutenu par l'Agence Française de Développement et le Ministère français des Affaires étrangères et du développement internationale.

Dans sa phase actuelle (2014-2016), le Programme concerté pluri-acteurs (PCPA) Congo rassemble 120 acteurs<sup>1</sup>.

En 2016, le PCPA a lancé un appel à projets destiné à ses membres. Les OSC congolaises se sont mobilisées au sein de leur organisation, dans leurs quartiers ou leurs régions pour recenser avec les populations concernées des besoins prioritaires. Un comité de sélection a étudié leurs dossiers. Au final, près d'une vingtaine d'OSC ont vu leur projet accepté. Ceci va leur permettre d'offrir de nouveaux services aux populations mais aussi d'apprendre à travailler collectivement, améliorer leurs compétences, leur gouvernance interne. Ainsi, certaines OSC vont s'attacher à promouvoir les droits des femmes veuves tandis que d'autres vont se concentrer sur leurs quartiers en améliorant la vie quotidienne des populations. D'autres encore vont se concentrer sur le développement de la filière cacao tandis qu'une cinquantaine d'OSC va mettre en place une plate-forme sur la dette. Au final, plus de 50 000 personnes vont bénéficier de ces initiatives.

Par ses pratiques de dialogue et de concertation, le PCPA établit les conditions de confiance entre OSC, leur donne envie de travailler ensemble et favorise les démarches participatives de développement local. Ce climat de confiance est également perceptible au sein de ses propres instances de gouvernance (comité de pilotage en particulier).

Le PCPA est de plus en plus reconnu, tant par la communauté internationale présente à Brazzaville que par les pouvoirs publics nationaux, et sollicité pour des consultations. Le PCPA est aussi en lien avec les autres réseaux d'OSC existants et cultive son positionnement d'ensemblier, de transparence dans la circulation d'information et de dialogue avec les autorités.

En décembre 2016, le PCPA a reçu un financement complémentaire de l'Union européenne, pour renforcer ses activités d'appui à cinq groupes vulnérables<sup>2</sup>. 60 OSC seront impliquées. Le projet annuel débute en avril 2017.

---

<sup>1</sup> 98 OSC congolaises, 14 OSC françaises, 4 collectivités locales congolaises (2 départements, 2 communes), 1 département français, 3 ministères congolais (Ministères du Plan, des Affaires sociales et des Affaires étrangères) et le ministère français des Affaires étrangères.

<sup>2</sup> Les enfants et jeunes marginalisés, les femmes victimes de violences, les populations autochtones, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH/Sida

---

# Accompagnement des couturiers de Dolisie

## Porteur du projet

Association pour l'Association et le Développement des Jeunes Filles Mères (AADJFM)

## Partenaires principaux

Cercle pour la Renaissance de Dolisie (CREDO)

Direction Départementale de la formation qualifiante et de l'emploi (DDFQE)

## Localisation du projet/territoires

Dolisie, Niari (Congo)

## Bénéficiaires

**Directs** : 20 maîtres artisans en coupe et couture (couturiers), 102 jeunes apprentis âgés de 15 à 29 ans et les 10 membres de l'ACD.

**Indirects** : population de Dolisie

**Durée** 10 mois

## Financement

Budget global :

17 183 €

subvention attribuée :

11 169S €

## Objectif général :

Améliorer l'accès et la qualité de la formation en couture des apprentis de la commune de Dolisie.

## Résultats 2016 :

Les apprentis reçoivent désormais une formation de qualité en coupe et couture à Dolisie.

L'Association des couturiers de Dolisie est devenue une organisation professionnelle avec une vie et des pratiques associatives.

## Principales activités :

Réunion de prise de contact avec les 20 couturiers de Dolisie et les 10 membres de l'Association des couturiers de Dolisie-ACD ;

Formation en alphabétisation fonctionnelle et en techniques de coupe-couture pour les 30 maîtres artisans de Dolisie ;

Formation à la vie associative et au cycle de projet pour les 10 membres de l'ACD ;

Accompagnement de l'association des couturiers de Dolisie (ACD) à une vie associative exemplaire ;

Elaboration d'un projet de plaidoyer auprès de la Direction Départementale de la formation qualifiante et de l'emploi (DDFQE) pour :

- l'octroi de l'agrément définitif des maîtres artisans ;
- le financement de formations pour les apprentis par les couturiers de Dolisie.

# Étude sur la prise en charge des personnes atteintes du VIH

## Porteur du projet

Association Congolaise pour le Bien Etre Familial (ACBEF), antenne de Pointe Noire

## Partenaires principaux

Cercle d'Actions pour la Promotion du Bien Etre Social (CABS)

## Localisation du projet/territoires

Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Ouessou (Congo)

## Bénéficiaires

**Directs** : 8 000 personnes (PVVIH, prestataires de soins des unités de prise en charge-UPC, techniciens de laboratoire, membres des OSC, etc.)

**Indirects** : administration de la santé et population congolaise

**Durée** 10 mois

## Financement

Budget global :

16 236 €

subvention attribuée :

10 553 €

## Objectif général

Favoriser l'accès aux services de prise en charge globale des personnes vivants avec le VIH-Sida (PVVIH).

## Résultats prévus

Le circuit d'approvisionnement des unités de prise en charge en antirétroviraux est analysé.

Les procédures et normes de la prise en charge médicale des PVVIH au niveau des unités de prise en charge sont auditées.

Les unités de prise charge médicale disposent d'antirétroviraux et de produits médicaux.

La connaissance des services offerts aux PVVIH dans les unités de prises en charge se renforce.

Les comportements des prescripteurs des antirétroviraux vis-à-vis des PVVIH sont appréciés par les bénéficiaires

Les comportements, attitudes et pratiques des PVVIH sont décrits.

## Principales activités

Revue documentaire du circuit d'approvisionnement des antirétroviraux.

Réalisation de 4 enquêtes sur la réalité de la prise en charge dans les unités de traitement, la gratuité des antirétroviraux et du bilan biologique, les comportements, attitudes et perception des prescripteurs, les comportements, attitudes et pratiques des PVVIH.

Lancement de l'étude sur l'applicabilité de la prise en charge des PVVIH par la disponibilité des médicaments et produits médicaux.

Traitement et analyse des données et rédaction du rapport final de l'étude.

Organisation de l'atelier de publication des résultats à Brazzaville et à Pointe-Noire.

# Création d'un mur de clôture pour l'école « 31 juillet 1968 » de Mouyondzi

## Porteur du projet

Association des Filles  
Mères Désœuvrées de  
Mouyondzi (AFDM)

## Partenaires principaux

Solidarité Aménagement  
Développement et  
Evolutifs de Mouyondzi  
et Alentours (SADEMA),  
antenne de Mouyondzi

Communauté Urbaine de  
Mouyondzi (CUM)

## Localisation du projet

Mouyondzi - Bouenza  
(Congo)

## Bénéficiaires

**Directs** : élèves et  
personnel de l'école 31  
juillet 1968 de  
Mouyondzi

**Indirects** : habitants de  
Mouyondzi ; la direction  
départementale de  
l'enseignement de la  
Bouenza

**Durée** 10 mois

## Financement

Budget global :

57 960 €

subvention attribuée :

21 000 €

## Objectif général

Améliorer la sécurité des élèves, des enseignants, des biens et des équipements de l'établissement scolaire « 31 juillet 1968 » de Mouyondzi

## Résultats attendus

L'association des parents d'élèves assument mieux ses responsabilités dans la gestion de l'école « 31 juillet 1968 ».

Un mur de clôture en 3 lots est construit pour l'école et une porte métallique est posée devant chacune des 5 salles de classe.

Les élèves et les populations environnantes sont sensibilisées à la protection de l'ouvrage.

## Principales activités

Organisation de formations en techniques d'animation, recherche de financement et de bonnes pratiques associatives pour le consortium porteur de projet.

Sélection et validation du prestataire des travaux.

Travaux de construction du mur de clôture en 3 lots et pose des 5 portes métalliques.

Activités ludiques de décoration du mur de clôture.

# Aménagement de la piste agricole Eboka- Aboua-Ongara et Mvoula

## Porteur du projet

Association Jeunesse  
Active de Makoua-Opa  
(AJAMO)

## Partenaires principaux

Association des  
Consommateurs d'Eau et  
Electricité de Makoua  
(ACEEM)

Sous-préfecture de  
Makoua

## Localisation du projet/territoires

Makoua, département de  
la Cuvette (Congo)

## Bénéficiaires

**Directs** : 25 000  
paysans

**Indirects** : conseil  
départemental,  
communauté urbaine,  
OSC

**Durée** 8 mois

## Financement

Budget global :

21 345 €

subvention attribuée :

13 874 €

## Objectifs

Contribuer à améliorer la disponibilité des produits agricoles sur le marché local et lutter ainsi contre la vie chère.

Participer au désenclavement des bassins de production de Eboka-Aboua-Ongara et Mvoula dans le district de Makoua.

## Résultats attendus

La piste agricole Eboka-Aboua-Ongara et Mvoula est réhabilitée et praticable.

Un comité d'entretien est mis en place et fonctionne.

Le dialogue entre les organisations de la société civile (OSC) et les pouvoirs publics est établi et formalisé.

## Principales activités

Réhabilitation de 9 km de pistes. Aménagement de 2 vasières et 5 ponts.

Mise en place d'un comité d'entretien permanent de la piste.  
Réflexion du comité sur les outils de financement de l'entretien.

Tables rondes pour instaurer le dialogue entre les pouvoirs publics et OSC au sujet des pistes rurales.

# Initiatives concertées pour la promotion de la formation qualifiante et l'emploi des jeunes

## Porteur du projet

Association des Jeunes pour l'Innovation au Développement (AJID)

## Partenaires principaux

Association pour l'Assistance et le Développement des Jeunes Filles Mères (AADJFM)

Association des Jeunes Filles mères Défavorisées de Mouyondzi (AFMDM)

## Localisation du projet/territoires

Pointe-Noire, Dolisie et Mouyondzi (Congo)

## Bénéficiaires

**Directs** : 300 jeunes

**Durée** 10 mois

## Financement

Budget global :

22 938 €

subvention attribuée :

14 910 €

## Objectif général

Donner des opportunités d'emplois décents aux jeunes femmes et hommes issus des communautés urbaines et rurales défavorisées à travers la formation professionnelle et l'initiation à l'entrepreneuriat.

## Objectif spécifique

Contribuer sur 10 mois à relever le niveau de qualification technique et professionnelle de 150 jeunes non scolarisés de Pointe-Noire dans les métiers du bâtiment, 60 jeunes de Mouyondzi dans les métiers de la coupe et de la couture et 90 jeunes de Dolisie dans les métiers de la coiffure et de l'esthétique.

## Résultats 2016

Des dispositifs d'orientation des jeunes et d'accompagnement des sortants sont expérimentés et opérationnels au niveau de chaque centre et des Inspections sectorielles de la jeunesse (ISSEJ).

Les centres de formation et d'insertion professionnelle d'AADJFM à Dolisie, d'AJID à Pointe-Noire et d'AFMDM à Mouyondzi offrent des formations de bonne qualité.

300 jeunes filles et garçons non scolarisés, issus des quartiers défavorisés, ont acquis des compétences techniques et professionnelles.

## Principales activités :

Mise en place d'un pôle d'information, d'orientation et d'accompagnement dans chaque centre et ISSEJ;

Contractualisation avec les Centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (CEFA), les Directions départementales de la Formation qualifiante et l'Office Nationale de l'emploi et de la main d'œuvre (ONEMO) pour l'accompagnement à l'élaboration des programmes et modules de formation et la formation des formateurs ;

Adaptation des programmes et les modules de formations courts et ciblés, augmenter les séances pratiques et améliorer la qualité de la formation ;

Équipement des centres de formation et organisation de réunions d'échanges d'expériences entre les animateurs des centres de formation.

# Renforcement des capacités et autonomisation des veuves vulnérables de Dolisie

## Porteur du projet

Association de Lutte contre la Pauvreté et pour la Protection de la Nature (ALPN)

## Partenaires principaux

Cercle pour la Renaissance de Dolisie (CREDO)

Circonscription d'Action Sociale de l'arrondissement 2 Dolisie

## Localisation du projet

Arrondissement 2 de Dolisie (Congo)

## Bénéficiaires

**Directs** : 250 veuves du 2<sup>ème</sup> arrondissement de Dolisie

**Indirects** : enfants et familles des veuves

**Durée** 12 mois

## Financement

Budget global :

20 027 €

subvention attribuée :

13 018 €

## Objectif général

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des veuves vulnérables.

Faire écho aux priorités définies par la politique nationale sur la justice et les droits humains du ministère de la Justice afin d'améliorer les conditions de vie des veuves vulnérables.

## Résultats attendus

Les populations de l'arrondissement 2 de Dolisie connaissent les droits des femmes veuves. Celles-ci prennent conscience de leurs droits et les font valoir.

Les autorités locales (chefs coutumiers, chefs de quartiers, administrations publiques et magistrats) participent aux différentes activités du projet et s'engagent à faire respecter la loi.

Les pratiques traditionnelles sur le veuvage sont connues et les éléments persistants sont identifiés.

Les veuves vulnérables sont autonomes après avoir reçu des appuis et formations.

Des sessions de formation sont organisées sur les bonnes pratiques associatives en faveur des militants associatifs des OSC en consortium.

## Principales activités

Organisation d'au moins 13 campagnes de sensibilisation dans les quartiers de Dolisie 2. Diffusion de 32 émissions radiophoniques.

Organisation des formations sur les droits des veuves et la gestion des activités génératrices de revenus. Mise en œuvre et suivi de ces activités.

Organisation des séances de concertation entre OSC et autorités locales.

Organisation de la formation sur les bonnes pratiques associatives pour le consortium d'OSC qui met en œuvre le projet afin de renforcer les capacités de leurs militants associatifs.

# Construction de deux salles de classes à l'école Ndoulou Ngouala de Nkayi

## Porteur du projet

Association Routes  
Agriculteurs et Eleveurs  
du Congo (ARAEC)

## Partenaire principal

Conseil Municipal de  
Nkayi

## Localisation du projet/territoires

Nkayi

## Bénéficiaires

Directs : 16 enseignants  
et 2 500 élèves,  
13 agents de l'équipe  
administrative,  
6 membres du bureau du  
CGDC de l'école Ndoulou  
Ngouala et les 10  
membres du bureau de  
5 quartiers

**Durée** 9 mois

## Financement

Budget global :

45 291 €

subvention attribuée :

20 834 €

## Objectif général

Améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves

## Résultats attendus

Réduire l'effectif important des salles de classe par la construction d'un bâtiment au sein de l'école : le ratio d'élèves par classe passe de 170 à 123 élèves, le nombre de classes augmente de 16 à 20.

L'association des parents d'élèves se forme :

- sur les thèmes de la vie associative d'un comité de gestion et de développement communautaire (CGDC) ;
- sur la gestion comptable et financière ;
- sur le plaidoyer et la recherche de financement.

20 personnes représentant les parties prenantes prennent part aux différentes formations.

Les élèves et les parties prenantes de l'école sont sensibilisées aux mesures de prévention sexuelle et du VIH/SIDA.

## Principales activités :

- Formation de l'association des parents d'élèves aux techniques d'animation et aux bonnes pratiques associatives ;
- Collecte des fonds de contrepartie auprès des élèves du quartier et de la ville Nkayi ;
- Appel d'offres pour le choix du prestataire des travaux ;
- Construction du bâtiment de 2 salles de classes ;
- Deux séances mensuelles auprès des élèves et enseignants d'information éducation et communication sur le VIH/SIDA.



## Brazzaville, arrondissement 8 Madibou

# Construction de deux passerelles piétonnes sur les ruisseaux Tsié-Mbemba à Madibou et Makouiki dans le quartier Moussosso

### Porteur du projet

Actions des Tacherons pour le Développement Urbain et Rural (ATDUR)

### Partenaire(s) principal (aux)

Congolaise Terre des Hommes Associations (CTHA)

### Localisation du projet

Brazzaville (Congo)

### Bénéficiaires

**Durée** 4 mois

### Financement

Budget global :

18 010 €

subvention attribuée :

8 705 €

### Objectif général :

Améliorer les conditions de circulation et d'accès pour les populations des quartiers de l'arrondissement 8 Madibou.

La passerelle de fortune, qui sert actuellement est la voie principale empruntée par les élèves et par tous ceux qui veulent se rendre au centre de Madibou où se situent les administrations, le marché, gare routière etc.. La construction de l'ouvrage de franchissement sur le ruisseau Tsié-Mbemba va permettre de relier les quartiers Madibou et Ngoko sans danger pour les piétons.

La construction de la passerelle sur le ruisseau Makouiki reliant le quartier Mayanga et Moussosso servira également de raccourci pour les populations afin d'atteindre facilement le quartier Kinsoundi après la traversée avec la pirogue « Moussosso ».

La construction des passerelles sera accompagnée : de l'aménagement des abords, du curage et du redressement des lits des ruisseaux pour éviter le débordement des eaux.

### Résultats attendus

Les populations s'organisent pour collecter des fonds de contrepartie au projet et mettre en place des comités de surveillance communautaire ;

Les pouvoirs publics locaux et les autres acteurs du territoire réfléchissent ensemble pour trouver des solutions aux difficultés d'enclavement des quartiers et de franchissement des cours d'eau de l'arrondissement 8 Madibou.

### Principales activités :

Activités communautaires de sensibilisation et collecte des fonds de contrepartie (porte à porte).

Concertation des parties prenantes du projet pour la mise en place des comités de surveillance. Formation de ces comités sur l'entretien des ouvrages et mobilisation des ressources.

Travaux de construction des passerelles ;

Tenue d'une table ronde regroupant tous les partenaires et les parties prenantes.

# Prise en charge psychologique, médicale et juridique des femmes et enfants ayant vécu la violence

## Porteur du projet

Azur Développement

## Partenaire(s) principal(aux)

Club Jeunesse Infrastructure et Développement (CJID)

## Localisation du projet/territoires

13 quartiers de l'arrondissement 7 Mfilou – Brazzaville et 19 quartiers de l'arrondissement 1 Lumumba - Pointe-Noire (Congo)

## Bénéficiaires

Directs : 500 femmes, 250 hommes, 125 filles et 125 garçons, 50 femmes, filles et garçons victimes de violence.

60 chefs de quartiers, de bloc, de zone, responsables d'établissements scolaires, 30 personnels de santé des centres de santé où seront menées les actions de sensibilisations auprès des femmes

Indirects : chefs de quartiers, blocs, zones, responsables d'établissements scolaires, agents de santé

**Durée** 9 mois

## Financement

Budget global :  
23 000 €

subvention attribuée :  
14 950 €

## Objectif général

Assurer l'accès aux soins et à la justice des femmes et enfants ayant vécu la violence psychologique, physique et sexuelle.

## Résultats attendus

500 femmes, 250 hommes, 125 filles et 125 garçons comprennent les manifestations de la violence et les moyens de recours.

50 femmes, filles et garçons bénéficient d'un appui psychologique et de soins de santé de qualité.

80 % de femmes, filles et garçons demandeurs d'accompagnement juridique sont soutenus.

## Principales activités :

- Réalisation d'une campagne d'information sur la prévention des violences psychologiques, physiques et sexuelle ;
- Mise en place de services d'appui psychologique et de santé. Organisation de 16 réunions mensuelles de coordination du guichet unique à Brazzaville et Pointe-Noire.
- Les services d'appui juridique sont accessibles au guichet unique. Des actions de sensibilisation sont organisées auprès des femmes, filles et garçons sur les cas de violence de leurs droits et les procédures judiciaires à Brazzaville et Pointe-Noire. Un suivi est également prévu et des plaintes déposées pour des cas de violence dans les commissariats de police, gendarmerie et au tribunal à Brazzaville et Pointe-Noire.

# Évaluation du financement de l'agriculture congolaise : cas du PDARP dans deux départements, Brazzaville et Bouenza

## Porteur du projet

Concertation Nationale des Organisations paysannes et Producteurs Agricoles du Congo (CNOP CONGO)

## Partenaire principal

Fondation NIOSI

## Localisation du projet/territoires

Brazzaville et Bouenza

## Bénéficiaires

Directs : 7 représentants de la Fondation Niosi ;  
10 représentants de la CNOP Congo ;  
14 représentants des organisations membres de la plateforme développement rural et agriculture ;  
3 responsables des services déconcentrés ;  
2 responsables des collectivités locales des pouvoirs publics en charge des du développement agricole ; 6 secteurs privés

Indirects : Fautière Nationale CNOP Congo ; 2 structures départementales ; OSC fondation Niosi ; Organisations membres de la plateforme DRA ; 2 directions départementales ; 2 collectivités locales ; 6 groupes du secteur privé

**Durée** 8 mois

## Financement

Budget global :

22 788 €

subvention attribuée :

14.812 €

## Objectif général

Mesurer les résultats et l'impact de la composante 3 « Soutien aux activités productrices et génératrices de revenus en milieu rural » du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (PDARP) sur la satisfaction de l'augmentation des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire à Brazzaville et dans la Bouenza.

## Résultats attendus

Une enquête de satisfaction complémentaire à celle réalisée par le PDARP sur les bénéficiaires des micro projets de la composante 3 du PDARP sur les filières maraichage, élevage et vivrière dans deux départements : Brazzaville et Bouenza.

Les résultats de cette enquête sont partagés avec les parties prenantes de l'agriculture (pouvoirs publics déconcentrés et décentralisés, partenaires techniques et financiers, PDARP et acteurs de la société civile).

## Principales activités

Sensibilisation/information des parties prenantes (groupements bénéficiaires, pouvoirs publics locaux, observatoire anti-corruption, animateurs du PDARP et organisations de la société civile).

Recrutement d'un consultant, d'un superviseur et des enquêteurs ; formation du superviseur et des enquêteurs.

Réalisation de l'enquête.

Restitution des résultats de l'enquête auprès des bénéficiaires et de la plateforme développement rural et agricole (DRA) du PCPA Congo.

Renforcement des capacités des OSC du consortium et de quelques membres de la plateforme DRA.

Partage des résultats du rapport d'enquête avec les parties prenantes dans les deux départements.

# Appui à la promotion du planning familial à Dolisie

## Porteur du projet

Les Compagnons du Devoir et de l'Action (CODAC)

## Partenaires principaux

Direction Départementale de la Santé des Plateaux (DDS-PL)

Association pour la Bible, le Développement et l'Alphabétisation en Téké  
Acronyme : ABDATEK

## Localisation du projet

Djambala (Congo)

## Bénéficiaires

Directs : 450 jeunes filles et filles-mères vulnérables

**Durée** 12 mois

## Financement

Budget global :

22 987 €

subvention attribuée :

14 942 €

## Objectif général

Appui à la promotion du planning familial et à la réduction des maternités précoces

## Résultats attendus

450 jeunes filles dont 50 filles-mères sensibilisées sur les méthodes contraceptives et le planning familial

50 filles mères ont amélioré leurs revenus.

## Principales activités

Formation des relais communautaires

Organisation de « causeries éducatives » dans les 9 quartiers de Djambala et les cinq établissements d'enseignement secondaire

Formation de 50 jeunes filles-mères sur la gestion des activités génératrices de revenus, dotation en « kit » et suivi de ces jeunes filles

Création d'un centre d'éducation sexuelle de proximité et d'accompagnement de la jeune fille de Djambala

# Amélioration des conditions de vie des filles mères en difficultés vivant seules avec leurs enfants à Dolisie

## Porteur du projet

Le Cercle pour la Renaissance de Dolisie (CREDO)

## Partenaires principaux

Association des Volontaires de lutte contre le SIDA (AVLUS)

Association de Lutte contre la Pauvreté et pour la Protection de la Nature (ALPN)

## Localisation du projet

Dolisie (Congo)

## Bénéficiaires

Directs : 107 fille-mères

**Durée** 12 mois

## Financement

Budget global :

22 174 €

subvention attribuée :

14 413 €

## Objectif général

Prise en charge globale des filles mères en difficulté vivant seules avec leurs enfants

## Résultats attendus

Les filles mères ont acquis des connaissances sur leurs droits en tant que femmes et ceux de leurs enfants.

Les filles mères ont acquis des connaissances sur la prophylaxie, les symptômes et les conséquences des différentes infections sexuellement transmissibles (IST) et la planification familiale.

Les filles mères ont amélioré leurs revenus.

## Principales activités

Organisation de sessions de formation sur les droits de la femme et des enfants.

Organisation de sessions de formation sur 7 modules d'information concernant les IST, le VIH/SIDA, l'hygiène, la planification familiale, les maladies diarrhéiques et le paludisme.

Formation des jeunes femmes sur la gestion d'une activité génératrice de revenus.

Encadrement et orientation vers une structure de microfinance pour le financement des activités génératrices de revenus des filles mères.



## Brazzaville, arrondissement 8 Madibou

# Aménagement de 5 sources d'eau potable dans 5 quartiers défavorisés

### Porteur du projet

Congolaise Terre des Hommes Association (CTHA)

### Partenaire principal

Action des Tacherons pour le Développement Urbain et Rural (ATDUR)

### Localisation du projet

Madibou, arrdt de Brazzaville (Congo)

### Bénéficiaires

12 595 habitants de Madibou

**Durée** 5 mois

### Financement

Budget global :

22 246 €

subvention attribuée :

14 916 €

### Objectif général :

Améliorer l'accessibilité de l'eau potable dans les quartiers de Kombé, Kibina, Massissia, Mbouono et Madibou dans l'arrondissement 8 de Brazzaville

### Résultats 2016

Cinq campagnes de mobilisation des populations ont eu lieu dans les cinq quartiers où sont aménagées les sources (Kombé, Kibina, Massissia, Mbouono et Madibou). La sensibilisation a porté sur l'hygiène, les maladies transmises par l'eau et l'éducation environnementale.

Trois sources sur cinq sont aménagées. Celle de Kombé école est désormais fonctionnelle. Les deux autres à Kibina et Madibou sont en cours d'exécution.

Les porteurs de projet collectent des fonds pour cofinancer le projet en faisant du porte à porte auprès des populations des quartiers.

Les populations s'organisent pour mettre en place des comités de gestion et d'entretien des sources et bénéficient d'une formation.

### Principales activités

Sensibilisation des communautés ; collecte des fonds auprès de la population par porte à porte.

Concertation avec les parties prenantes pour la mise en place des comités de gestion des sources et d'hygiène.

Formation des comités sur l'entretien des ouvrages et mobilisation des ressources.

Aménagement de 5 sources d'eau potable.

Organisation d'un atelier de formation des chefs de quartier sur les valeurs citoyennes.

Organisation d'une table ronde regroupant les acteurs du territoire (autorités locales, Mairie centrale, Mairie d'arrondissement, élus locaux, les populations, les organisations de la société civile et autres) sur l'appropriation des questions d'aménagement des sources d'eau potable dans l'arrondissement 8 Madibou.

## Brazzaville

# Plaidoyer pour l'amélioration de la situation des veuves concernant les problèmes de succession

### Porteur du projet

Cercle Uni des Droits de l'Homme et Culture de Paix (CUDHOC)

### Partenaires principaux

Association Dignité Féminine (ADF)

Cercle National pour les Droits de l'Homme et la paix (CNDHP)

### Localisation du projet/territoires

Bacongo, Mfilou, Madibou et Djiri à Brazzaville (Congo)

### Bénéficiaires

**Directs** : 300 veuves

**Durée** 12 mois

### Financement

Budget global :

14 443 €

subvention attribuée :

9 388 €

### Objectif général

Contribuer à l'amélioration de la situation de la veuve confrontée au problème de succession.

### Résultats attendus

300 veuves sont sensibilisées sur les dispositions de la loi sur la succession qui les protègent en cas de veuvage.

Les veuves sont désormais prêtes à saisir la juridiction compétente pour faire valoir leurs droits.

Les veuves bénéficient de l'assistance judiciaire auprès des ONG et des organismes internationaux.

Les éléments de la tradition qui entravent la situation de la veuve dans la succession, sont identifiés et partagés.

Les acteurs (pouvoirs publics, comités de quartier) se concertent pour échanger sur des éléments de la tradition qui entravent la succession.

### Principales activités

Campagne de sensibilisation des femmes sur le code de la famille notamment sur la problématique liée au veuvage dans les arrondissements et quartiers de Brazzaville.

Visite d'une juridiction chargée des questions de succession en cas de veuvage.

Élaboration d'un guide sur les démarches à suivre pour aller devant une juridiction.

Élaboration d'un répertoire des organisations de la société civile qui proposent un service d'assistance juridique aux veuves.

Enquête sur les éléments de la tradition qui entravent la succession en cas de veuvage.

Organisation d'une table ronde sur le poids de la tradition en situation de veuvage.

## Brazzaville

# Appui à la structuration d'une plateforme d'organisations de la société civile congolaise pour le suivi de la dette

### Porteur du projet

Fondation NIOSI

### Partenaire principal

Forum des Jeunes Entreprises du Congo (FJEC)

### Localisation du projet

Brazzaville (Congo)

### Bénéficiaires

**Directs** : 50 OSC

**Durée** 10 mois

### Financement

Budget global :

22 765 €

Subvention attribuée :

14 797 €

### Objectif général

Accompagner la structuration d'une cinquantaine d'organisations de la société civile (OSC) congolaises en une plateforme pérenne et permanente pour le suivi de la dette congolaise

### Résultats attendus

Les OSC créent et structurent la plateforme congolaise pour le suivi.

Les membres de la plateforme réalisent un diagnostic sur la situation de la dette congolaise.

Les OSC partagent les résultats du diagnostic de la dette congolaise pour permettre une meilleure compréhension des enjeux et mécanismes de la dette.

La plateforme est reconnue et invitée lors de différentes concertations par les pouvoirs publics.

### Principales activités

Tenue de l'assemblée générale constitutive de la plateforme et mise en place de ses organes d'animation.

Communication autour de la mise en place de la plateforme congolaise sur le suivi de la dette.

Suivi des recommandations de l'Assemblée générale constitutive de la plateforme congolaise du suivi de la dette.

Réalisation du diagnostic de la dette congolaise depuis le point d'achèvement de l'initiative PPTTE (pays pauvres très endettés).

Tenue d'un forum de la société civile sur la dette pour partager les résultats du diagnostic réalisé.



## Brazzaville, arrondissement 4 Moundali

# Construction de deux passerelles dans la rue Moussana et la rue Kikouimba dans le quartier 47

### Porteur du projet

Organisation de la Jeunesse pour l'Education Socio Culturelle (OJESC)

### Partenaire principal

Action des Educatrices pour le Développement (AED)

### Localisation du projet

Moundali, à Brazzaville (Congo)

### Bénéficiaires

2 500 personnes y circulent tous les jours

**Durée** 6 mois

### Financement

Budget global :

32 299 €

Subvention attribuée :

29 994 €

### Objectif général

Améliorer l'accessibilité et la circulation d'une zone à une autre des populations vivant dans les rues Kikouimba (31 parcelles en amont et les 15 parcelles en aval), Moussana (32 parcelles en amont et 26 en aval) et riverains. Cette zone se situe près de la rivière Madoukou Tsékélé.

### Résultats attendus

2 passerelles en béton armé sont construites dans le quartier 47 (rues Kikouimba et Moussana) sur la rivière Madoukou.

La rivière madoukou est curée et débarassée des déchets pour une meilleure fluidité des eaux.

15 leaders communautaires du quartier 47 ont acquis des connaissances sur l'entretien de leurs ouvrages et sur l'hygiène du milieu et vont, à leur tour, sensibiliser les populations.

Les pouvoirs publics locaux se sont appropriés la question de l'accessibilité d'une zone à une autre sur la rivière Madoukou et mettent en place un cadre de concertation.

### Principales activités :

Mobilisation des fonds des populations de Moundali pour la contrepartie financière au projet.

Sélection du prestataire par appel d'offres pour les travaux.

Construction de deux passerelles sur la rue Kikouimba et la rue Moussana.

Action d'information et d'éducation des riverains de la rivière Madoukou sur l'hygiène et la préservation du cadre de vie.

Tenue d'une table ronde avec les autorités locales sur les conditions de traversée des populations sur la rivière Madoukou.

Évaluation et capitalisation du projet et des actions de concertation.

# Organisation et structuration des producteurs de cacao de la Sangha

## Porteur du projet

Univers des Défenseurs des Ecosystèmes de Miélé-Kouka (UDEMK)

## Partenaires principaux

Fondation d'Aide Humanitaire Cœur Ouvert (FAHCO)

APVPS

## Localisation du projet

Sangha (Congo)

## Bénéficiaires

**Directs** : organisations paysannes

**Durée** 8 mois

## Financement

Budget global :

31 183 €

Subvention attribuée :

20 269 €

## Objectif général

Contribuer à la redynamisation des activités de la filière cacao grâce à la structuration et l'organisation des producteurs.

## Résultats attendus et en cours

Les pratiques de structuration et d'organisations paysannes sont connues par les producteurs.

Les producteurs mettent en place une structure départementale de cacaoculteurs.

Un cadre d'échanges, de concertation et de prise de décision pour les activités des cacaoculteurs est créé et fonctionne.

## Principales activités

Identification des producteurs de cacao dans les 6 bassins de production : 1 453 producteurs (sur les 1 000 attendus) ont été recensés, dont 183 femmes et 1 270 hommes.

Organisation des réunions de sensibilisation sur la pratique des organisations paysannes.

Mise en place de structures à l'échelle des bassins de production.

Mise en place de la structure à l'échelle départementale.

Création et formalisation du cadre de réflexion et d'action.

Bonne implication des pouvoirs publics locaux.

# Brazzaville, arrondissements 8 Madibou et 9 Djiri

## État des lieux sur le financement agricole des producteurs et des jeunes vulnérables (période 2012-2014)

### Porteur du projet

Association Congolaise pour le Développement Agricole (AGRIDEV)

### Partenaires principaux

Club Jeunesse Infrastructures et Développement (CJID)

ESSOR (ONG française)

### Localisation du projet/territoires

Madibou ; Djiri-Brazzaville (Congo)

### Bénéficiaires

**Directs** : 350 producteurs

**Indirects** : secteur agricole de Madibou et de Djiri ; le Ministère de l'agriculture ; ONG et organisations paysannes.

**Durée** 6 mois

### Financement

Budget global : 22.999,06 €

subvention attribuée : 14.949,39 €

### Objectif général :

Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des revenus des agriculteurs en zone urbaine et péri-urbaine de Brazzaville

### Résultats 2016 ou résultats prévus :

Analyse des effets/impacts des financements publics reçus entre 2012 et 2014 ;

Mesure de la satisfaction des agriculteurs sur les financements publics reçus ;

La stratégie de plaidoyer est élaborée et disponible. Elle est maîtrisée par les bénéficiaires des arrondissements 8 et 9 de Brazzaville ;

Un espace de concertation multi acteurs est mis en place pour mener une action de plaidoyer auprès des pouvoirs publics et des bailleurs de fond pour défendre l'accès aux financements publics afin de développer une agriculture productive et rentable.

### Principales activités :

Sensibilisation des autorités locales et producteurs sur l'étude qui sera menée ;

Recrutement et formation des enquêteurs ;

Réalisation de l'étude sur les effets/impacts des financements publics reçus entre 2012 et 2014 ;

Réunion de concertation de tous les acteurs publics et privés dans le cadre du plaidoyer pour défendre l'accès aux financements publics afin de développer une agriculture productive et rentable ;

Capitalisation des expériences acquises, diffusion des productions techniques et partage à travers des rencontres d'échanges, des documents et CD-ROM.